



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 208 - 3 octobre 2012

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 2 - Rappel : 6 heures pour l'égalité des salaires, Maintenant ! - 20 octobre - Paris - Page 1
- 1 - Contre l'austérité, construisons les solidarités européennes - 8 octobre - Page 2
- 3 - Marche silencieuse en hommage à Halima - 13 octobre - Conflans-Ste-Honorine Page 2
- 4 - Ecole de Sages-Femmes en danger ! - Pétition - Page 2
- 5 - Un bateau pour l'IVG au large du Maroc - liberation.fr - Page 2
- 6 - Pourquoi la FAO et la BERD promeuvent-ils la destruction de l'agriculture paysanne et familiale ? -Page 3
- 7 - Le 4 octobre 2002, Sohane mourait brûlée vive à Vitry sur Seine - LDIF - Page 5
- 8 - Des lignes rouges contre les injures anti-musulmans ? - Par Chahla Chafiq - Écrivaine d'origine iranienne - Page 5
- 9 - L'Europe doit continuer à défendre et promouvoir les droits des femmes - La CLEF - Page 6
- 10 - Carton rouge pour les bordels à vitrine - Page 7
- 11 - Assises de l'IEC : le genre, à quoi ça sert ? - 15/20 octobre - Julie Bindel, Standpoint - Page 11
- 12 - Tournée féministe européenne : « Dette publique illégitime, Austérité, Crash social et féministes - Paris 22 octobre - Page 11
- 13 - Débat « Emploi et genre en Espagne : de la croissance à la débâcle » - MAGE - 16 novembre
- 14 - « Cineffable », 24^{ème} festival international du film lesbien et féministe de Paris - 31 octobre au 4 novembre - Page 12
- 15 - Exposition photographique et sonore de Claire Malen sur la Marche Mondiale des Femmes en Europe - Genève - 12 au 22 octobre - Page 13

MOBILISATIONS

- 1 - Contre l'austérité, construisons les solidarités européennes - 8 octobre

Meeting Européen

lundi 8 octobre

19h30 - Espace Reuilly

21, rue Antoine-Julien Hénard, 75012 Paris (métro Montgallet ou Dugommier)

Dans beaucoup de pays européens, les résistances et l'indignation montent face aux politiques dévastatrices imposées par l'Union et symbolisées par le nouveau Traité budgétaire. Partout s'affirme l'exigence de la réorientation solidaire et écologique d'une Europe enfin affranchie de la tutelle des marchés financiers.

Le 8 octobre, le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique réunit à Paris des responsables associatifs, syndicaux et politiques européens engagés dans ces luttes. Ils apporteront témoignages et propositions pour construire les solidarités concrètes entre peuples européens et rendre possible une autre Europe.

2 - Rappel : 6 heures pour l'égalité des salaires, Maintenant ! - 20 octobre - Paris

6h pour l'Égalité des salaires hommes-femmes

Maintenant !

samedi 20 octobre - 14h

Bourse du Travail de Saint Denis

Voir flyer d'appel sur : <http://www.mmf-france.fr/>

3 - Marche silencieuse en hommage à Halima - 13 octobre - Mille et une femmes - Conflans Sainte Honorine)

Suite au décès d'Halima Aghouiles, jeune femme de 24 ans, assassinée par son mari dans la nuit du 21 au 22 juillet derniers, à Mantes la Jolie, nous organisons au nom des parents, une marche silencieuse le samedi 13 octobre à 13h00. Cette marche silencieuse a pour but d'exposer les souffrances de beaucoup de femmes battues, abusées par leur mari, qui n'osent pas et ne peuvent pas exprimer leur situation et leur souffrance par peur de représailles pour elles-mêmes, leurs enfants ou leur famille.

Nous organisons cette marche pour que la voix de toutes les Halima et de toutes celles condamnées au silence, ne soit plus jamais étouffée. Nous voulons exprimer notre refus de la loi du silence et de la terreur. Une banderole précisera pour le public les raisons de cette marche, qui se fera volontairement dans le silence, ce que nous demandons à chacun de respecter.

La marche débutera à 14 h Place Ste Anne à Gassicourt, traversera le Val Fourré, pour remonter le boulevard principal jusqu'au Centre Ville où la marche s'achèvera Place St Maclou.

4 - Ecole de Sages-Femmes en danger ! - Pétition

À l'attention de la direction de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) : L'école de sages-femmes Baudelocque est aujourd'hui dans une situation ALARMANTE : menacée d'expulsion. En juin 2012, la direction de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) annonce que l'école doit quitter les lieux courant 2013. Pourtant, en février 2012, l'école venait enfin d'intégrer des locaux décents (bâtiment Rapine du site St Vincent de Paul), après plus de 5 ans sans véritable structure pour cause de travaux. Aucune solution sérieuse de remplacement n'est envisagée à ce jour. Le climat d'incertitude et de précarité qui règne depuis 6 ans porte gravement préjudice à l'enseignement, à la stabilité du corps enseignant et à de nombreux projets de l'école (partenariats à l'international, formation continue...). Les étudiants sages-femmes d'aujourd'hui sont les sages-femmes de demain ! A l'heure où l'on se préoccupe de la santé des femmes, la profession de sage-femme est menacée dans sa formation ! En signant cette pétition : - Je soutiens les étudiants sages-femmes de Baudelocque. - Je revendique pour l'école de sages-femmes le droit à une solution pérenne offrant des conditions décentes d'enseignement et notamment une proximité avec la maternité Port-Royal et le corps enseignant. - Je demande donc le maintien de cette école dans les locaux actuels du bâtiment Rapine du site Saint Vincent de Paul.

Pour signer : <http://www.mesopinions.com/petition/sante/ecole-sages-femmes-danger/9211>

INTERNATIONAL

5 - Un bateau pour l'IVG au large du Maroc - liberation.fr

Entre 600 et 800 femmes pratiqueraient des avortements illégaux chaque jour au Maroc, selon certaines estimations. Seules 200 ont les moyens de le faire dans de bonnes conditions et 78 en meurent chaque année. Pour leur assurer de meilleures conditions sanitaires, le bateau de l'ONG néerlandaise Women On Waves vogue vers les eaux internationales au large du Maroc. A son bord

deux médecins. C'est la première fois que ce «navire pour l'avortement» se dirige vers un pays musulman, après être passé par l'Espagne, le Portugal, la Pologne et l'Irlande. Cette ONG répond à l'invitation du Mouvement alternatif pour les libertés individuelles (Mali) pour soutenir le droit à l'avortement au Maroc. Rebecca Gomperts, gynécologue et fondatrice de Women On Waves, précise qu'elle ne souhaitait pas provoquer ce pays qui a élu un gouvernement majoritairement islamiste en 2011. Elle ajoute, «c'est la santé des femmes dont il s'agit. Ça n'a rien à voir avec la religion». Le gouvernement ne semble pour l'instant pas réagir. La date de l'arrivée du bateau sera connue demain.

TEXTES

6 - Pourquoi la FAO et la BERD promeuvent-ils la destruction de l'agriculture paysanne et familiale ?

Nous sommes stupéfiés et offensés par un article co-signé par Jose Graziano da Silva, Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et Suma Chakrabarti, Président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), publié dans le Journal de Wall Street le 6 septembre 2012. Dans cet article, ils appellent les gouvernements et les organisations sociales à adopter le secteur privé comme « moteur principal » de la nécessaire croissance de la production alimentaire globale.

Bien que les propos des deux dirigeants de ces deux influentes agences internationales font spécifiquement référence à l'Europe de l'Est ainsi qu'à l'Afrique du Nord, ils appellent également clairement à une augmentation au niveau mondial des investissements dans le secteur privé et dans l'accaparement des terres. Stipulant que le secteur privé est efficace et dynamique, ils appellent les compagnies privées à « doubler leurs investissements dans les terres elles-mêmes, les équipements et les semences ». Du même coup, les auteurs de l'article écartent les paysans ainsi que les quelques politiques qui les protègent, sous prétexte qu'ils constituent des fardeaux empêchant tout développement agricole, c'est pourquoi ils devraient être éliminés. Pour ce faire, ils pressent les gouvernements de faciliter le développement des grandes industries agroalimentaires. Leur article fût publié dans le contexte d'une conférence tenue conjointement par la FAO et la BERD à Istanbul le 13 septembre 2012, événement qu'ils décrivent comme étant la rencontre la plus grande et la plus importante des compagnies et décideurs en matière d'agroalimentaire.

Dans leur article, Graziano da Silva et Chakrabarti font un nombre d'allégations biaisées qui occultent la réalité concernant l'agriculture et l'alimentation. Ils présentent la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan comme des exemples où des compagnies agroalimentaires « ont réussi à transformer les terres dévastées des années 1990 (...) pour faire de ces pays les plus grands exportateurs de céréales actuels ». Mais ils ne mentionnent pas que les statistiques officielles de ces trois pays montrent que les petits producteurs et les paysans et paysannes sont plus productifs que les grandes compagnies agroalimentaires.

Les paysans et les petits producteurs, y compris les femmes, sont responsables de plus de la moitié de la production agricole de la Russie, tout en occupant seulement le quart des terres agricoles. En Ukraine, les paysans et petits producteurs et productrices produisent 55 % de la production agricole et ce, sur seulement 16 % des terres agricoles, alors qu'au Kazakhstan, c'est 73% de la production agricole qui est produite par les paysans sur la moitié du territoire du pays. Le fait est que ces pays sont nourris par leurs paysans et paysannes, ce qui est aussi vrai à travers le monde. Partout où les données officielles sont disponibles, comme aux États-Unis, en Colombie et au Brésil, ou dans les études conduites en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, l'agriculture paysanne se révèle plus efficace que les grandes industries agroalimentaires.

Contrairement à ce que le Directeur Général de la FAO prétend, ceux qui ont réellement la capacité

de nourrir le monde sont les paysans et les paysannes du monde entier. L'expansion de l'agroalimentaire n'a fait qu'exacerber la pauvreté, détruire la possibilité de vivre dignement en milieu rural, augmenter la pollution et la destruction environnementales, et ramener le fléau de l'esclavage ainsi que de récents épisodes de crises alimentaires et climatiques.

Pour les mouvements sociaux et les paysans et paysannes du monde entier, il est inacceptable et même incompréhensible qu'un Directeur Général de la FAO promeuve de la sorte la destruction de l'agriculture paysanne ainsi qu'une augmentation de l'accaparement des terres. Ces allégations sont d'autant plus troublantes qu'elles arrivent après trois ans de travail prudent et acharné par La Via Campesina et d'autres organisations en vue de l'élaboration des directives volontaires de la FAO protégeant les communautés contre les accaparement des terres. L'article arrive aussi après que Graziano da Silva ait, durant sa campagne pour la direction de la FAO, assuré à plusieurs répétitions aux organisations paysannes qu'il s'engageait à promouvoir et valider l'importance de l'agriculture paysanne ainsi que le rôle critique que les petites fermes doivent jouer dans la production alimentaire.

Le langage utilisé par Graziano da Silva et Chakrabarti est choquant. Des phrases comme « fertiliser la planète avec de l'argent » ou « faciliter la vie de tous ceux qui souffrent de la faim » remettent en question la capacité de la FAO de maintenir la rigueur nécessaire ainsi que l'indépendance face aux grandes industries agroalimentaires en vue d'accomplir son travail et remplir le mandat des Nations unies d'éradiquer la faim et d'améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Nous nous demandons ce que la FAO veut dire par « Année Internationale de l'agriculture familiale » lorsque son Directeur Général déclare que les obstacles ralentissant l'expansion de la production agricole sont « (le) niveau relativement élevé de protectionnisme, (le) manque d'irrigation correcte, (et les) petites fermes de taille peu économique ». Cette vision ainsi que l'asservissement de la FAO aux demandes et aux intérêts des cupides investisseurs minent tout le travail de conciliation mené durant ces dernières années entre les organisations paysannes et la FAO. Et ceci soulève la question de savoir pourquoi la FAO n'a pas développé une proposition d'action concrète et efficace pour promouvoir l'agriculture paysanne et familiale comme réponse fondamentale à la crise alimentaire globale qui enrichit, une fois de plus, les banques transnationales et les grandes entreprises. Nous nous demandons où iront les familles paysannes si ces plans de transformation de leurs terres en méga-fermes industrielles se réalisent?2

Au-delà de l'enjeu de la FAO abandonnant sa mission, nous exprimons également une profonde préoccupation concernant le rôle actif que joue la BERD dans la promotion, et les bénéfices qu'elle retire, d'investissements dans les accaparements de terres et la prise en charge de l'agriculture par les grandes compagnies agroalimentaires. La position de la BERD est encore plus dangereuse maintenant qu'elle a élargi sa zone d'opération en Afrique du Nord.

Ce qui est aujourd'hui nécessaire pour l'agriculture et la planète est tout à l'opposé de ce que proposent Chakrabarti et Graziano da Silva. L'humanité et ceux souffrant de la faim ont besoin que des zones rurales et agricoles, où vit la moitié de la population mondiale, soient protégées et promues—parce que l'agriculture paysanne est plus efficace et productive, parce qu'elle produit au moins la moitié de la production alimentaire globale ainsi que la majorité des emplois en zones rurales, et finalement parce qu'elle refroidit la planète.

Les moyens de subsistance des paysans, paysannes et peuples indigènes, ainsi que leurs systèmes de production alimentaire, ne peuvent pas être détruits pour créer une nouvelle source de profits gigantesques pour un groupe restreint d'élites. Nous avons besoin de réformes agraires complètes et efficaces qui remettent les terres et territoires aux mains des populations rurales. La marchandisation et l'accaparement des terres doivent être arrêtés et renversés. Nous n'avons pas besoin d'industries agroalimentaires ; nous avons besoin d'un plus grand nombre de communautés

de familles paysannes et autochtones vivant en pleine dignité et dans le respect.

Les paysans et les paysannes nourrissent le monde, Les industries agroalimentaires se l'accaparent !

De nombreuses organisations et associations sont signataires de ce texte dont la MMF

7 - Le 4 octobre 2002, Sohane mourait brûlée vive à Vitry sur Seine - Ligue du droit international des femmes

Les dépôts de gerbes et des moments de recueillement marqueront le dixième anniversaire de la mort de Sohane Benziane, brûlée vive dans un local à poubelles, à la veille de ses 18 ans.

Ces événements se dérouleront à Vitry sur Seine devant le petit monument érigé en souvenir de la jeune fille (vers 17h30, rue Balzac en face de l'Ecole A. France) et dans le 15^{ème} arrondissement à Paris au Centre « Sohane Benziane » d'animation et d'accueil pour jeunes (à partir de 19h au 20 rue Georges Duhamel). La Ministre des droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, sera présente lors de ces deux événements.

Dix ans ont passé. L'opinion publique a pris conscience des violences dont sont victimes les femmes en général - viols, violences conjugales, harcèlement sexuel - et plus particulièrement les jeunes filles des quartiers dits « sensibles ». Les chiffres sont accablants (*).

Le devoir de mémoire impose en premier lieu que l'on cesse de colporter une fausse version des faits. Si Sohane est morte, ce n'est pas à la suite d'une querelle d'amoureux qui aurait mal tourné, mais parce qu'elle a refusé de se soumettre à l'interdiction qui lui était faite par un petit caïd de banlieue, Jamal Derrar (dit 'Nono'), de pénétrer sur ce qu'il considérait être son territoire, la cité Balzac. A l'origine de la rage meurtrière de Nono, l'embrouille qui l'avait opposé à l'ami de Sohane. Il lui était plus facile de se venger sur Sohane car elle n'avait pas de « grand frère pour la protéger ».

Le devoir de mémoire impose également que l'on reconnaisse le sursaut qu'a provoqué ce drame :

- En février 2003, la « marche des filles des cités » organisée par NPNS démarrera du lieu où Sohane a agonisé.

- En septembre 2006, la Cour d'Assises de Créteil dans son arrêt civil reconnaîtra le bien fondé de la constitution de partie civile de la Ligue du Droit International des femmes et, pour la première fois en France, reconnaîtra le caractère sexiste du crime comme l'avait plaidé l'association.

(*) En France, 75.000 femmes sont violées chaque année (enquête INSEE), environ 225.000 femmes sont victimes de violences conjugales et 150 en meurent chaque année.

8 - Des lignes rouges contre les injures anti-musulmans ? - Par Chahla Chafiq - Écrivaine d'origine iranienne

Ne faudrait-il pas définir des lignes rouges pour prévenir les violences et favoriser la tolérance religieuse ? Ne faudrait-il pas combattre les actes injurieux contre les religions et les croyances pour encourager le vivre-ensemble dans la paix ? Ces interrogations qui se posent dans le débat autour de l'affaire Innocence of Muslims raisonnent de manière cyclique sur la scène internationale depuis 1989, l'année de la fatwa émise par l'ayatollah Khomeiny contre Salman Rushdie. Les cris des manifestants enragés contre l'écrivain qui aurait manqué de respect envers l'islam avaient provoqué des questionnements sur la liberté d'expression et ses limites. Interrogation qui perdure. Pourtant, ce genre de questionnement perd toute pertinence dès lors que l'on se penche sur la nature éminemment politique de l'affaire Rushdie et que l'on pose une question déterminante pour tout jugement : « Pourquoi cette fatwa ? » Comme l'a montré la suite des événements, l'ayatollah Khomeiny a mobilisé autour de cette fatwa en s'appuyant sur les réseaux islamistes, et il a ainsi pu habilement créer un rapport de forces dont il avait grandement besoin. Le pouvoir iranien vivait à ce moment-là l'échec généralisé des promesses islamistes et plus particulièrement la déception amère de la fin sans victoire de la guerre contre l'Irak. La remobilisation islamiste à l'intérieur du

pays et au niveau international a aidé le régime iranien à se ressourcer. Par ailleurs, cette affaire a permis aux islamistes de propager leur conception du djihad selon laquelle chaque musulman est appelé à imposer la sacralité des idées et des enseignements islamiques, ce qui va de pair avec l'instauration de la censure et de la répression des libertés. Par ailleurs, les troubles provoqués par cette fatwa ont agi au profit des courants qui remettent en question l'universalité des valeurs fondées sur les droits humains dont la liberté et l'égalité. Les mouvements idéologico-religieux de toutes obédiences (y compris les chrétiens et les juifs) se donnent la main dans les contextes nationaux et internationaux pour nier ces valeurs au prétexte du respect des cultures et des religions. Au nom de l'alliance des civilisations et du dialogue entre les cultures, ils proposent la révision des droits humains fondamentaux, avec notamment le remplacement du concept d'égalité par celui d'équité (proposition qui revient à chaque fois que l'on parle d'égalité des sexes et de la liberté des femmes); et la révision de la liberté de conscience et de la liberté d'expression au regard du respect des lois religieuses (d'où la revendication de lois contre les actes injurieux envers les religions). La propagation de concepts tels que l'islamophobie, qui remplace le terme plus approprié de racisme anti-musulman, encourage ces logiques identitaires dans un contexte marqué par le développement des mouvements idéologico-religieux. En effet, le racisme anti-musulman renvoie à une vision stigmatisant les musulmans comme êtres inférieurs et justifiant leur rejet, alors que le concept de l'islamophobie sert à empêcher toute approche critique de la religion islamique, ainsi que tout combat contre l'islamisme (d'où l'aberrante accusation portée contre Caroline Fourest et les journalistes de Charlie Hebdo d'être islamophobes). L'instrumentalisation de ce terme encourage par ailleurs la création de concepts similaires. L'an dernier, les militants intégristes chrétiens qui empêchaient les représentations de la pièce de théâtre de Roméo Castellucci, *Sur le concept du visage du fils de Dieu*, au Théâtre du Châtelet, brandissaient le drapeau de la lutte contre la christianophobie. Les croyants qui ne veulent pas vivre sous les diktats de l'ordre proposé par des mouvements idéologico-religieux comptent parmi les victimes de leur développement. Il suffit de regarder ce qui se passe en Tunisie et en Égypte. La liberté, la justice et l'accès aux droits démocratiques ont été les leitmotifs des contestations populaires. Mais les orientations islamistes vont à l'encontre de ces élans sous prétexte du respect de l'identité religieuse. En Iran, cette logique a conduit à la catastrophe. Les droits des femmes ont été réprimés; les libertés ont été bafouées et la censure justifiée au nom du respect de la charia. Un an avant la fatwa contre Rushdie, durant l'été 1988, des milliers de prisonniers politiques iraniens, dont la majorité était des jeunes âgés de moins de trente ans, ont été pendus au prétexte qu'ils auraient été des soldats de la guerre contre l'islam. Une partie importante d'entre eux était des croyants musulmans. Ces expériences doivent nous alerter sur les dangers des visions qui présentent l'islam comme la source d'une identité musulmane globale et globalisante et tendent à justifier des violences islamistes contre l'irrespect envers l'islam comme des heurts de civilisation. Le film *Innocence of Muslims* est un produit imbibé de la haine d'un intégriste chrétien animé par l'esprit des croisades. Mais les manifestants enragés qui ont réagi par le meurtre suivent cette même logique qui est loin d'animer la majorité des musulmans. Il est normal que les racistes et les défenseurs des identités fermées puisent dans ces événements pour brandir le drapeau du conflit des civilisations. Mais les anti-racistes et les défenseurs des droits humains n'ont pas le droit à l'erreur. L'urgence est d'accomplir un travail complexe : déconstruire les préjugés racistes, tout en défendant fermement la liberté de conscience et la liberté d'expression.

(1) *Dernier essai paru : Islam politique, sexe et genre. À la lumière de l'expérience iranienne. Éditions PUF, 2011, 212 pages, 24,50 euros.*

9 - L'Europe doit continuer à défendre et promouvoir les droits des femmes - La CLEF

Le projet de ratification du traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance par le

Parlement suscite, à juste titre, de nombreuses inquiétudes : force est de constater que les politiques d'austérité imposées à certains États membres, particulièrement dans leurs services publics, ont eu pour conséquences directes d'importantes régressions sociales. En France comme partout en Europe, les services publics, qui sont les premiers garants des droits des femmes, doivent être protégés des politiques d'austérité, estime la CLEF.

Il ne faut pas pour autant oublier tout ce que l'Europe a apporté et continue à apporter aux femmes : l'égalité entre les femmes et les hommes est d'ailleurs au cœur du projet européen, reconnue comme droit fondamental par le Traité de Rome. L'Europe dispose d'une feuille de route en la matière, la Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2010-2015, qui doit impulser des avancées en matière d'accès aux responsabilités, d'égalité salariale, de lutte contre les violences et de lutte contre les stéréotypes de genre. Le refus récent de neuf États-membres que les règles européennes imposent un quota de 40% de femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées est bien la preuve que l'Europe est souvent plus audacieuse que des États parfois conservateurs.

La France, considérée comme l'un des fers de lance du combat pour l'égalité en Europe, doit continuer à impulser des avancées et veiller à ce que le traité, s'il est adopté, ne produise pas des reculs, ni en France, ni dans les autres États membres. La CLEF et le LEF y veilleront.

10 - Carton rouge pour les bordels à vitrine - Par Julie Bindel, Standpoint

Amsterdam, souvent acclamée comme la Mecque du sexe en Europe, s'apprête à vivre une importante cure de rajeunissement. Après 12 ans de bordels à vitrine légalisés, qui attirent des hordes de clients de partout en Europe, les politiciens, les policiers, les citoyen-nes et même beaucoup de prostituées elles-mêmes admettent que la prostitution sanctionnée par l'État est une expérience sociale qui se solde par un échec.

Fort de dix années de preuves que des bandes criminelles contrôlent De Wallen, le « quartier chaud » de la ville, le conseil municipal a annoncé son intention de le nettoyer dans une tentative de transformer la réputation d'Amsterdam. Il va fermer au moins la moitié des bordels à vitrine, des sex-shops et des cafés de cannabis, qui seront remplacés par davantage de musées, de restaurants et de galeries d'art.

Bon nombre de ceux qui contrôlent l'industrie du sexe en vitrine et qui coordonnent la traite de milliers de femmes arrivant à Amsterdam sont ce qu'on appelle les *loverboys*, de jeunes Hollandais d'origine marocaine, turque ou du Surinam, la plupart d'entre eux musulmans, qui cherchent de jeunes Hollandaises vulnérables, font semblant de les aimer et, après quelques mois, forcent leurs « petites amies » à la prostitution, en les gardant sous contrôle étroit, par la contrainte physique et psychologique.

Les *loverboys* se servent des mêmes méthodes qu'un autre groupe d'exploiteurs sexuels - les gangs asiatiques d'abord dénoncés en décembre 2010 dans un autre article de *Standpoint* (« *Gangs, Girls and Grooming* », décembre 2010) - qui fonctionnent en toute impunité dans les villes du nord de l'Angleterre. Ces proxénètes ciblent les mineures insécures qu'ils repèrent dans les écoles, les cafés et à l'extérieur des centres d'accueil. Ils les courtisent et deviennent leurs partenaires en leur promettant de l'amour, des vêtements, un statut social et du plaisir. Puis ils commencent à les exploiter commercialement. Ces jeunes filles, devenues émotionnellement et financièrement dépendantes des *loverboys*, se retrouvent enfermées dans un cycle de violence, parfois obligées de travailler dans les vitrines des quartiers chauds officiels ou déplacées d'une maison de passe à une autre.

Ces hommes font travailler leurs victimes dans des vitrines pour pouvoir garder l'œil dessus jour et nuit. Comme il n'est plus interdit dans le régime légalisé de tirer profit de cette forme de

prostitution, les *loverboys* semblent invulnérables, et les jeunes femmes se sentent peu en mesure de prouver la violence qu'on leur inflige.

À Amsterdam, souvent saluée comme une zone libre d'exploitation, l'industrie du sexe reflète également l'afflux massif de femmes vulnérables et désespérées, arrivant en Union européenne d'Europe de l'Est, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est pour travailler dans des zones où la prostitution est légalisée. La plupart auront été victimes de la traite organisée par des gangs criminelles ou des entrepreneurs individuels qui leur promettent une vie meilleure et la chance de gagner beaucoup d'argent. La traite, et une forte hausse de la consommation d'héroïne et de *crack* chez les prostituées, rendent les femmes de plus en plus désespérées, et les clients obtiennent d'elles tout ce qu'ils veulent.

« On m'a dit que j'avais besoin de quelqu'un pour me protéger lorsque j'ai commencé à travailler ici il y a cinq ans », me dit Ingrid, une prostituée slovaque de 24 ans, après avoir accepté de me parler parce que, à 10h du matin, c'est encore un moment de tranquillité pour elle, les clients cuvant leur gueule de bois. « Mais tout ce que cela signifie, c'est que je paie un proxénète pour arrêter de me faire battre, et en plus, il faut que je paie mon loyer. J'arrive à peine à rester à flot. »

Pourtant, depuis la légalisation, il n'y a pas de « pimps » dans le quartier chaud d'Amsterdam. Les hommes qui possèdent les vitrines et les bordels, et qui vivent des revenus de la prostitution, sont désormais qualifiés de « gestionnaires » ou de « facilitateurs ». À quelques mètres des fenêtres, des types à l'allure de videurs de bar bavardent en gardant l'œil sur leur marchandise. Un client sort d'un bordel, en remontant sa braguette. « Les Anglais boivent beaucoup et peuvent être difficiles à gérer », explique Lena, une Estonienne à la voix tranquille. « Mais ils dépensent de l'argent. Ils me disent que dans leur pays, il est considéré comme sale de payer pour du sexe, mais qu'ici, c'est aussi naturel que d'aller aux toilettes. »

Jan est un policier qui patrouille le quartier des bordels. Je le rencontre à 1h du matin, alors qu'il vérifie les établissements à vitrine en toquant sur ces fenêtres pour demander aux femmes s'il y a « des problèmes ». Il n'aime pas me donner son nom complet, expliquant que ses supérieurs sont devenus plus sensibles à la critique. « Les gens commencent à savoir que notre système comporte beaucoup de criminalité et beaucoup de violence contre les filles qui y travaillent, dit-il. Le problème de la traite et les *loverboys* turcs sont autant de problèmes qui font surface maintenant. Nous avons vraiment facilité cela en prenant le risque de laisser la prostitution devenir une telle attraction de notre ville. »

La légalisation a entraîné une hausse significative du nombre des touristes sexuels, en provenance notamment du Royaume-Uni, qui se rendent surtout à Amsterdam pour fréquenter les bordels légaux. La prostitution légale, y compris les sex-shops et les performances de sexe en direct, attire autant de visiteurs à Amsterdam que ses galeries d'art et ses canaux.

En 1995, une *tippelzone*, ou aire de racolage, a été créée pour les prostituées de rue au centre d'Amsterdam. Il s'agissait d'un segment de rue auquel étaient adossées plusieurs places de stationnement séparées par des cloisons de bois hautes d'1 mètre 80, ainsi que d'une stalle réservée aux cyclistes et aux hommes qui souhaitent baiser en position debout.

La *tippelzone* a été promue comme façon de contrôler les problèmes liés à la prostitution, dont le trafic de drogue, la traite et la violence. En 2004, le conseil municipal a mis fin à cette formule. Le maire, Job Cohen, a alors admis que cette zone était devenue un paradis pour les trafiquants et les vendeurs de drogue et qu'elle n'avait pas atteint son but, soit briser les liens entre la prostitution et le crime organisé.

Cette même année, le maire-adjoint Rob Oudkerk, chef du Parti socialiste, le principal acteur de la scène municipale, a perdu son poste quand on a appris qu'il fréquentait des prostituées, y compris celles dont il connaissait présumément le statut d'illégales ou de toxicomanes. Son successeur,

Lodewijk Asscher, a des vues très différentes sur la prostitution, et il a remis en question la propagande pro-légalisation qui avait permis à l'industrie du sexe d'Amsterdam de prospérer.

En 2006, le conseil municipal a refusé de renouveler les permis de 37 entrepreneurs en prostitution dans le quartier des bordels. Utilisant la Loi sur la probité de l'administration publique, qui permettait aux municipalités de fermer les sites abritant des activités illégales, le conseil municipal d'Amsterdam a conclu que beaucoup de bordels étaient gérés par le crime organisé. On les a notamment accusés de faciliter la traite des personnes, le trafic de drogue et le blanchiment d'argent.

Depuis 2006, Asscher a mis en place de nouvelles politiques radicales en matière de prostitution. Ce n'est pas seulement à Amsterdam que des changements se produisent. Des *tippelzones* ont été fermées à Rotterdam et à La Haye, ainsi que le tiers des 450 bordels à vitrine d'Amsterdam.

« J'étais très inquiet de ce qui se passait dans la vieille ville. Quand a débuté mon mandat, six ans après la légalisation, les indices n'étaient pas bons, m'a dit Asscher. Il y a énormément de criminalité dans ce quartier de la ville. »

La Loi d'encadrement de la prostitution, qui doit entrer en vigueur en janvier prochain, constitue un effort ultime pour pallier certaines des pires conséquences de la légalisation. Elle prévoit l'obligation pour les prostituées de s'inscrire auprès du gouvernement - scénario improbable pour elles qui évoluent dans un secteur stigmatisé et clandestin. Il permettra également de relever de 18 à 21 ans l'âge minimum de participation à l'industrie du sexe. Les clients de prostituées illégales pourront également être sanctionnés, comme les propriétaires de locaux où l'on constatera des abus répétés. Un registre national sera mis en place pour les entreprises à qui un permis de prostitution aura été refusé ou révoqué. Mais c'est presque certainement trop peu et trop tard pour une ville inondée de prostituées mineures ou victimes de la traite et d'autres formes de coercition.

« La légalisation péchait par naïveté, admet Asscher. Nous pensions avoir mieux fait que partout ailleurs dans le monde. Certains prétendent qu'une plus grande pénalisation repousse la prostitution dans la clandestinité, mais cela en éloigne les criminels. »

Une étude sur les hommes qui paient pour le sexe a révélé que 19 sur 103 des répondants, dont des hommes pour qui c'était la première relation sexuelle, s'étaient rendus à Amsterdam pour visiter les bordels à vitrine.

« Amsterdam, c'était comme passer par le tourniquet d'un manège de foire : deux minutes et vous étiez dehors », a dit l'un d'eux. « Apprendre que des femmes avaient baisé avec cinq hommes au cours de l'heure précédente ou avec 20 hommes dans une journée m'a vraiment refroidi. »

Martine et Louise Fokken, deux jumelles identiques de 70 ans qui ont travaillé 50 ans dans le quartier chaud d'Amsterdam, me l'ont fait visiter. Elles disent que l'afflux de *loverboys* et de jeunes étrangères a « ruiné » le commerce pour les femmes néerlandaises. « La légalisation n'a jamais fonctionné. Elle fait surtout l'affaire des proxénètes et des étrangères, explique Martine. Les vautours sont arrivés en 2000. Des gens du crime organisé. Ils ont dit : "Aha, c'est légalisé. Maintenant, tout baigne pour nous." »

Les sœurs Fokken semblent avoir une vision un peu romantique d'une région qui a toujours connu des problèmes avec l'industrie du sexe. Au milieu du 19^e siècle, les Pays-Bas étaient un centre névralgique de la prostitution, les marins étant les acheteurs les plus prolifiques, et les Hollandaises appauvries étant celles que l'on prostituait dans les rues.

Les femmes étaient forcées de s'inscrire en tant que prostituées et de se soumettre à des examens médicaux hebdomadaires pour la syphilis. Une fois certifiées « propres », elles recevaient une carte qui les autorisait effectivement à pratiquer la prostitution et sans laquelle elles pouvaient être jetées en prison. En Grande-Bretagne, Josephine Butler a condamné ce système d'examens médicaux forcés, inspirant une coalition de féministes, de socialistes et de protestants

à les faire supprimer en Grande-Bretagne et à faire campagne en Europe contre la réglementation et l'acceptation de la prostitution, en raison de son caractère dégradant pour les femmes.

Les bordels d'Amsterdam ont été fermés en 1897 et, en 1911, les abolitionnistes ont remporté cette bataille dans l'ensemble du pays : les autorités des Pays-Bas ont interdit les maisons closes et criminalisé le proxénétisme et l'exploitation de la prostitution.

Mais, peu à peu, les bordels sont revenus ; bien que toujours illégaux, ils étaient tolérés. Dans les années 1930, on a vu apparaître à Amsterdam les premiers bordels à vitrine. Dans les années 1950, le quartier chaud est devenu une attraction touristique. La prostitution, les clubs de sexe, les magasins de pornographie et les sex-shops ont été ouvertement tolérés. Les années 1980 ont vu un afflux massif de femmes étrangères amenées par la traite à l'industrie néerlandaise de la prostitution, une tendance qui se poursuit aujourd'hui.

Lentement, la pression a augmenté pour que la prostitution soit légalisée. En 1985, l'organisation Rode Draad (Fil Rouge), un lobby de l'industrie du sexe basé à Amsterdam, a déclaré que les droits des travailleuses et travailleurs du sexe ne pouvaient être assurés que si les proxénètes et les bordels étaient dépénalisés. (En fait, il n'y a que 100 des 25 000 prostituées des Pays-Bas qui sont syndiquées, et la plupart d'entre elles sont « danseuses érotiques ».) La Fondation Mr A de Graaf, à l'origine un institut chrétien de recherche qui reconnaissait la prostitution comme nuisible, a changé d'orientation au cours de l'examen de la nouvelle loi par le gouvernement, et a commencé à exercer des pressions en faveur de la légalisation. Il a reçu de généreuses subventions de l'État au cours de cette période. On a adopté la légalisation en 2000.

Mariska Majoor, ex-prostituée et partisane d'une légalisation totale du proxénétisme et de la tenue de bordels, gère le Centre d'information sur la prostitution (CIP). Elle a soutenu publiquement que la traite était un phénomène rare à Amsterdam. Le PIC organise des visites guidées du quartier de la prostitution. En 2005, l'agence touristique internationale Thomas Cook, fondée pour promouvoir le tourisme éthique et éducatif, a lancé une visite à pied de nuit de ce quartier. En s'appuyant sur les visites organisées par le PIC, il a fait la publicité de ces tournées en précisant qu'elles étaient « gratuites pour les enfants de moins de trois ans ».

« Il s'agit d'une machine de propagande bien huilée », explique Chrissie Bennet, une ex-escorte d'origine britannique qui a passé un mois dans les bordels à vitrine d'Amsterdam. « Les filles savaient toutes que nous vivions sous la matraque des proxénètes, retenues là par les dettes et le désespoir. Personne ne serait là s'il existait d'autres choix. »

Mais aujourd'hui, Lodewijk Asscher est sceptique à propos de la propagande qui a longtemps prétendu que la manière néerlandaise était la meilleure pour ce qui était de réglementer l'industrie du sexe. « Le lobby pro-travail du sexe ne représente pas les femmes, mais les proxénètes, dit-il. Ces organisations sont financées par l'industrie [de la prostitution] et elles brossent donc un tableau qui est trop beau pour être vrai. »

Sa plus récente initiative a pour nom le Projet 1012, nommé d'après le code postal du quartier, et vise à y amener de nouvelles entreprises et de nouveaux touristes non liés à la prostitution. Il s'agit d'une collaboration entre des banques, des promoteurs, des entreprises, des investisseurs et des entrepreneurs. Aux termes de ce projet, les permis des cafés, maisons de jeu et bordels seront révoqués si l'on y constate des activités criminelles. L'un des restaurants les plus courus de la ville, Anna, a ouvert l'an dernier dans une maison close reconvertie. Juste à côté des bordels à vitrine se trouve maintenant la station musicale musique Red Light Radio. En me promenant dans le quartier avec les jumelles Fokken, elles me conduisent à ce qui était le premier bordel à vitrine où elles ont travaillé ensemble, et poussent des cris de joie à constater qu'il n'y a plus de femmes nues dans la fenêtre, mais des mannequins déshabillés : le bâtiment est devenu une boutique de haute couture. Quant à l'organisation du « Fil rouge », elle a fait faillite en août après avoir perdu sa subvention gouvernementale.

Asscher espère attirer plus de 600 millions de livres en investissements des entreprises qui s'installent dans le quartier, mais il a aussi un plan B si son projet échoue : il envisage de présenter une nouvelle loi qui pénalisera l'achat de services sexuels, à l'instar de ce qui se fait dans des pays comme la Suède et la Norvège.

COLLOQUES, DÉBATS, RÉUNIONS

11 - Assises de l'IEC : le genre, à quoi ça sert ? - 15 et 20 octobre

L'Institut Emilie du Châtelet organise les 15 et 20 octobre 2012 ses Assises 2012 sur le thème : le genre, à quoi ça sert ? à l'université Paris Diderot à Paris.

Le mot genre est désormais passé dans le vocabulaire courant de la recherche, de la vie institutionnelle et des politiques publiques. Il s'est même invité dans les programmes des candidates- à l'élection présidentielle française de mai 2012 : le nouveau Président de la République avait ainsi inscrit au nombre de ses engagements la lutte «contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre».

Cependant la notion reste souvent floue pour le grand public, incertaine dans la façon dont elle peut à la fois participer et se distinguer d'autres notions comme le sexe, les discriminations de sexe et de sexualité, le système patriarcal... Elle suscite des interrogations récurrentes que l'Institut Emilie du Châtelet, souvent sollicité sur ce thème, a décidé d'aborder de front au cours de ses Cinquièmes Assises.

Quand, comment, pourquoi a surgi et évolué ce concept dans les différents champs du savoir ? En quoi fait-il progresser la compréhension des inégalités entre les femmes et les hommes, et entre les sexualités ? En quoi permet-il d'agir contre ces inégalités ? Comment diffuser et transmettre les acquis de ces analyses et de ces pratiques ? Le genre est aussi un outil concret convoqué, au niveau transnational, dans la mise en œuvre de politiques publiques et de lois. Comment est-il adapté aux règlements et aux actions de développement en direction des pays du Sud, notamment, en Afrique méditerranéenne et en Afrique sub-saharienne ? En quoi est-il un outil pour penser plus globalement les rapports de pouvoir ?

L'ambition de l'Institut Emilie du Châtelet est de répondre à ces questions en abordant le sujet sous des angles d'attaque dynamiques, susceptibles d'engager le débat et le dialogue, mais aussi de fournir des instruments à celles et ceux - enseignant-es, militant-es, politiques, citoyens et citoyennes - qui sont ou seront amené-es à travailler avec ce concept. À la première question: Le genre, à quoi, ça sert ? s'en ajoute donc une seconde : Le genre, comment s'en servir ?

Deux après-midi de débats sont proposés : les séances comprendront deux tables rondes, organisées autour de chercheur-es et de membres de la société civile et politique. L'objectif est de permettre des échanges avec le public et de faire surgir des propositions et des suggestions d'actions.

Lundi 15 octobre 2012: « Penser et agir » : Première table ronde: «Le genre en questions» ; Deuxième table ronde: «Diffuser, former, transmettre»

Lundi 22 octobre 2012: «Le genre transnational» : Première table ronde: «Politiques de genre» ; Deuxième table ronde: «Genre et développement»

Pour plus d'infos et inscription : www.institutemilieduchatelet.org/Assises/Assises2012.html

12 - Tournée féministe européenne : « Dette publique illégitime, Austérité, Crash social et féministes » - Paris 22 octobre - Voir sur : <http://www.mmf-France.fr>

Durant deux semaines, du 22 octobre au 8 novembre 2012, des militantes féministes du Portugal, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Angleterre, de Hongrie... sillonneront les routes françaises pour réaliser une série de conférences et de rencontres publiques sur le thème « Dette publique

illégitime, austérité, crash social et féminisme ». Cette tournée réalisée avec l'aide des collectifs pour un audit citoyen visitera pas moins de 9 villes en France ainsi que Genève. Elle débutera le 22 octobre à Paris pour se poursuivre à Orléans le 23, puis à Rennes le 24, ensuite elle gagnera Grenoble le 25 et rejoindra Genève le 26 octobre. Elle prendra son second souffle en se rendant le 5 novembre à Lyon, puis à Mende le 6, pour se diriger ensuite vers Marseille le 7 et se clôturer à Montpellier le 8 novembre. De là, des intervenantes de la tournée prendront le chemin de Florence pour y organiser une Agora féministe européenne contre la dette et les mesures d'austérité.».

A Paris, elle s'arrêtera le 22 octobre à 19 heures pour une réunion publique débat.

Avec; Félicity Dowling - Women against the Cuts - Angleterre ; Judit Morva - ATTAC Hongrie et Membre d'Initiative féministe européenne (IFE) ; Christiane Marty - ATTAC - Fondation Copernic
A l'appel de : Attac Genre, Marche Mondiale des Femmes, WILPF, Collectif National Droits des Femmes, Réseau féministe Ruptures, Osez le Féminisme, CADTM, Collectif pour un audit Citoyen de la Dette.

Salle Jean Dame, 17 rue Léopold Bellan, 75002 Paris, Métro Sentier

13 - Débat « Emploi et genre en Espagne : de la croissance à la débâcle » - MAGE - 16 novembre

Débat « Emploi et genre en Espagne : de la croissance à la débâcle » dans le cadre des Amphis du Mage, le vendredi 16 novembre 2012 de 17h à 20h, Amphithéâtre Durkheim 1, rue Victor Cousin ou 54 rue Saint-Jacques- 75005 Paris

Ouvertures : Margaret Maruani Directrice du Mage et de la revue *Travail, genre et sociétés* ; Fatima Lalem Adjointe au Maire de Paris, en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes ;

Débat introduit et animé par Margaret Maruani ; avec la participation de : Carlos Prieto, sociologue, Groupe de recherche EGECO (Empleo, GEnero y COhesiððón social) directeur - Universidad Complutense de Madrid ; Amparo Serrano, psycho-sociologue, Groupe de recherche EGECO (Empleo, GEnero y COhesiððón social) coordinatrice - Universidad Complutense de Madrid ; Teresa Tornis, sociologue, Groupe de recherche QUIT (Conditions de vie et travail) Universitat Autònoma de Barcelona (UAB)

Pour la bonne organisation de ce débat, merci de confirmer votre venue par retour de mél à mage.cnrs@shs.parisdescartes.fr

RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES...

14 - « Cineffable », 24^{ème} festival international du film lesbien et féministe de Paris - 31 octobre au 4 novembre

Nous seront bientôt réunies pour la 24^{ème} édition du Festival du film lesbien & féministe de Paris : « Quand les lesbiennes se font du cinéma » en un nouveau lieu parisien... et international.

En accueillant, entre autres, des films et documentaires de Chine, d'Inde, de Jamaïque ou d'Ouganda, en exposant 17 plasticiennes d'horizons différents, en projetant des courts, moyens et longs métrages du monde entier, Cineffable crée en effet l'espace universel d'un temps au seul féminin. Car le monde est violent pour les femmes, pis, pour les lesbiennes : on nous veut compléments des hommes, force de travail, esclaves, mères, catins et, par-dessus tout, bâillonnées et invisibles. Même l'Espace (cf. le film "No Gravity") nous est barré !

Mais en allant à la rencontre de toutes ces œuvres, en nous frottant à notre communauté en vrai au gré d'échanges et paroles vives, nous nous transmettons, adossées au legs des plus anciennes, NOTRE culture. Notre culture, c'est la lutte contre les oppressions de l'hétéropatriarcat ; c'est aussi un lien unissant les écarts et désaccords, à tartiner à l'envi dans l'écoute et le respect de l'autre, plus que jamais indispensables.

Notre culture c'est, sur les pas de nos artistes, se réapproprier notre part d'utopie, s'emparer de

notre réalité et repenser notre fiction. C'est vous inviter toutes, pendant et au-delà de ces 5 jours, à décoloniser l'imaginaire. Bon festival !

La 24e édition du Festival International du film lesbien et féministe de Paris se déroulera du mercredi 31 octobre au dimanche 4 novembre 2012 au Théâtre Ménilmontant, 15 rue du Retrait - Paris 20e - Metro Gambetta. Les portes du festival s'ouvriront mercredi 31 octobre à 17h00.

Horaires d'ouvertures des autres jours : 11h30

Programme : http://www.cineffable.fr/fr/f_prog.htm

15 - Exposition photographique et sonore de Claire Malen sur la Marche Mondiale des Femmes en Europe - Genève - 12 au 22 octobre

Un événement organisé par : La Marche Mondiale des Femmes - Genève. Vernissage et rencontre avec la photographe le vendredi 12 octobre 2012 de 17h30 à 20h00. Le jeudi 18 octobre à 19h30

Film et débat "Carole Roussopoulos, une femme à la caméra" d'Emmanuelle de Riedmatten

Maison de quartier de Carouge - Genève.

Tout savoir sur l'exposition : <http://enmarche2010.free.fr>